



Ukraine : le regard de Noam Chomsky

Ballast

4 mars 2022

Depuis plusieurs décennies, les travaux du linguiste étasunien Noam Chomsky alimentent les luttes, les analyses et les débats du mouvement anticapitaliste international. Celui qui figura sur la « master list » des opposants à Nixon et milite pour l'abolition des armes nucléaires s'intéresse depuis de nombreuses années à l'Ukraine, en guerre depuis 2014. Un cran irréversible a été franchi la semaine dernière : l'invasion poutinienne du territoire ukrainien. Chomsky vient d'exposer ses vues au média californien Truthout. Pour contribuer à la réflexion socialiste en cours, nous traduisons leur échange. Le penseur anarchiste y dénonce vivement l'entreprise militaire menée par le régime nationaliste russe ; salue la résistance ukrainienne et le pacifisme des citoyens russes arrêtés en masse ; entend, malgré les passions inhérentes à tout drame collectif, revenir sur l'histoire longue (des ambitions impérialistes atlantistes dans la région) et les possibilités de sortie de crise (forcément diplomatiques et tragiquement réduites).



C.J. Polychroniou : Noam, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a pris par surprise la plupart des gens. Elle a provoqué des ondes de choc dans le monde entier, même si de nombreuses indications existaient quant au fait que Poutine était devenu assez agité par l'expansion de l'OTAN vers l'est et le refus de Washington de prendre au sérieux ses exigences de sécurité en matière de « ligne rouge », concernant l'Ukraine. À votre avis, pourquoi a-t-il décidé de

lancer une invasion à ce moment-là ?

Avant d'aborder la question, il convient de régler quelques faits incontestables. Le plus crucial est que l'invasion russe de l'Ukraine est un crime de guerre majeur, au même titre que l'invasion américaine de l'Irak et l'invasion de la Pologne par Hitler et Staline en septembre 1939 — pour ne prendre que deux exemples marquants. Il est toujours judicieux de chercher des explications mais il n'y a aucune justification, aucune circonstance atténuante. Et, pour en venir à la question : il y a énormément d'affirmations très assurées quant à l'état d'esprit de Poutine. Le récit habituel, c'est qu'il est pris dans des fantasmes paranoïaques, qu'il agit seul, entouré de courtisans rampants — du genre de ceux qu'on connaît ici dans ce qui reste du Parti républicain, se rendant à Mar-a-Lago [villa de Donald Trump, ndlr] pour obtenir la bénédiction du leader. Il se peut que ce flot d'invectives soit exact, mais on pourrait envisager d'autres possibilités : peut-être que Poutine pensait ce que lui et ses associés ont dit haut et fort durant des années.

« L'invasion russe de l'Ukraine est un crime de guerre majeur, au même titre que l'invasion américaine de l'Irak. »

On pourrait dire, par exemple, que *« puisque la principale exigence de Poutine est l'assurance que l'OTAN ne prendra pas de nouveaux membres, et en particulier pas l'Ukraine ni la Géorgie, il est évident que la crise actuelle n'aurait pas eu lieu s'il n'y avait pas eu d'expansion de l'Alliance après la fin de la guerre froide, ou si l'expansion s'était*



faite en harmonie avec la construction d'une structure de sécurité en Europe qui incluait la Russie ». L'auteur de ces mots est l'ancien ambassadeur des États-Unis en Russie, [Jack Matlock](#), l'un des rares spécialistes sérieux de la Russie dans le corps diplomatique américain. Il a écrit ça peu avant l'invasion. Et il poursuivait, concluant que la crise « peut être facilement résolue par l'application du bon sens... Selon toute norme de bon sens, il est dans l'intérêt des États-Unis de promouvoir la paix et non le conflit. Essayer de détacher l'Ukraine de l'influence russe — le but avoué de ceux qui ont agité les "révolutions de couleur" — était une course folle et dangereuse. Avons-nous si vite oublié la leçon de la [crise des missiles de Cuba](#) ? »

Matlock n'est guère seul. Les Mémoires du chef de la CIA [William Burns](#), un autre des rares authentiques spécialistes de la Russie, aboutissent à peu près aux mêmes conclusions sur les questions de fond¹. La position encore plus ferme [du diplomate] [George Kennan](#) a été tardivement et largement citée². Elle est également soutenue par l'ancien secrétaire à la Défense [William Perry](#)³ et, hors les rangs diplomatiques, par le célèbre spécialiste des relations internationales [John Mearsheimer](#)⁴ ainsi que par de nombreuses autres personnalités, difficilement plus « mainstream ». Rien de tout cela n'est donc obscur. Des documents internes américains, publiés par WikiLeaks, révèlent que l'imprudente proposition de Bush II faite à l'Ukraine de rejoindre l'OTAN a immédiatement suscité de vives mises en garde de la part de la Russie, laquelle a déclaré que l'expansion de la menace militaire ne pouvait être tolérée. C'est compréhensible. Nous pourrions relever au passage la curieuse apparition du concept « gauche » lorsqu'il s'agit de condamner régulièrement « la gauche » pour son scepticisme insuffisant à l'endroit de « la ligne du Kremlin ». Le fait est que, pour être honnête, nous ne savons pas pourquoi cette décision a été prise. Ni même si elle a été prise par Poutine seul ou par le Conseil de sécurité russe, au sein duquel il joue le rôle principal. Il y a cependant certaines choses que nous savons avec une confiance raisonnable — notamment le dossier examiné en détail par les personnes que nous venons de citer, qui ont occupé des postes de haut niveau à l'intérieur du dispositif de planification. En bref, la crise couve depuis 25 ans, les États-Unis ayant rejeté avec mépris les préoccupations des Russes en matière de sécurité, en particulier leurs lignes rouges claires : la Géorgie et surtout l'Ukraine.



[Forces russes à Perevalnoye, mars 2014 | David Mdzinarishvili | Reuters]

Il y a de bonnes raisons de croire que cette tragédie aurait pu être évitée, et ce jusqu'à la dernière minute. Nous en avons déjà discuté à plusieurs reprises. Quant à savoir pourquoi Poutine a lancé cette agression criminelle à ce moment précis, nous pouvons spéculer à l'envi. Mais le contexte immédiat n'est pas obscur — éludé, mais pas contesté. Il est facile de comprendre pourquoi les victimes du crime peuvent considérer comme une indulgence inacceptable le fait de chercher à savoir pourquoi il s'est produit et s'il aurait pu être évité. C'est compréhensible, mais c'est une erreur. Si nous voulons répondre à la tragédie de manière à aider les victimes et à éviter des catastrophes plus graves encore qui se profilent à l'horizon, il est sage, et même nécessaire, d'en apprendre le plus possible sur ce qui a mal tourné et sur la manière dont on aurait pu corriger le tir. Les gestes héroïques peuvent être satisfaisants ; ils ne sont pas utiles.

« Il y a de bonnes raisons de croire que cette tragédie aurait pu être évitée, et ce jusqu'à la dernière minute. »

Comme régulièrement, je me souviens d'une leçon apprise il y a longtemps. À la fin des années 1960, j'ai participé à une réunion en Europe avec quelques représentants du [Front de libération nationale du Sud-Vietnam](#) (« Viet-Cong », dans le jargon américain). C'était durant la brève période d'opposition intense aux crimes horribles que les États-



Unis commettaient en Indochine. Certains jeunes étaient tellement furieux qu'ils pensaient que seule une réaction violente était appropriée face aux monstruosité qui se déroulaient : briser des vitres dans la grande rue, bombarder un centre de réservistes... Toute autre réaction équivalait pour eux à se faire les complices de ces crimes terribles. Mais les Vietnamiens voyaient les choses fort différemment. Ils s'étaient fermement opposés à toutes ces mesures. Ils avaient présenté leur modèle de protestation efficace : quelques femmes priant silencieusement sur les tombes des soldats américains tués au Viêt Nam. Ils ne s'intéressaient pas à ce qui faisait que les opposants américains à la guerre se sentaient justes et honorables : ils voulaient survivre. C'est une leçon que j'ai souvent entendue, sous une forme ou une autre, de la part des victimes de souffrances atroces dans le Sud — cible privilégiée de la violence impériale. Une leçon dont nous devrions nous inspirer, en l'adaptant aux circonstances. Aujourd'hui, cela signifie qu'il faut s'efforcer de comprendre pourquoi cette tragédie s'est produite et ce qui aurait pu être fait pour l'éviter. Et appliquer ces leçons à la suite des événements.

La question est cruciale. Nous n'avons pas le temps d'examiner ici ce sujet d'une importance capitale mais, à maintes reprises, la réaction à une crise réelle ou imaginaire a été de saisir les armes plutôt que le rameau d'olivier. C'est presque un réflexe. Les conséquences ont généralement été terribles — pour les victimes habituelles. Il est toujours utile d'essayer de comprendre, de réfléchir un ou deux ans à l'avance aux conséquences probables de l'action ou de l'inaction. Ce sont là des truismes, bien sûr, mais qui méritent d'être répétés car ils sont si facilement mis de côté dans ces moments légitimes de passion.



[Soldat ukrainien au front, 2021 | AFP | Getty Images]

Les options qui restent après l'invasion sont sombres. La moins mauvaise est le soutien aux options diplomatiques qui existent encore, dans l'espoir de parvenir à un résultat pas trop éloigné de ce qui était très probablement réalisable il y a quelques jours : une neutralisation de l'Ukraine à l'autrichienne, une certaine version du fédéralisme de [Minsk II](#) à l'intérieur des frontières. Mais c'est beaucoup plus difficile à atteindre aujourd'hui. Et — nécessairement — il faudra une porte de sortie pour Poutine. Autrement les résultats seront encore plus désastreux pour l'Ukraine et pour tout le monde. Peut-être même de façon presque inimaginable. Nous voici très loin de la justice. Mais quand la justice a-t-elle prévalu dans les affaires internationales ? Est-il nécessaire de réexaminer une fois de plus ce bilan effroyable ? Qu'on le veuille ou non, les choix sont désormais réduits à une issue peu glorieuse — qui récompense Poutine plutôt que de le punir pour son acte d'agression — ou à la forte possibilité d'une guerre généralisée. Il peut paraître satisfaisant d'acculer l'ours dans un recoin, depuis lequel il s'élancera, comme il pourra, de manière désespérée. Mais ce n'est pas très sage. En attendant, nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour apporter un soutien significatif à ceux qui défendent vaillamment leur patrie contre de cruels agresseurs, à ceux qui fuient l'horreur et aux milliers de Russes courageux qui s'opposent publiquement aux crimes de leur État, au prix de grands risques personnels : une leçon pour nous tous.

« Les options qui restent après l'invasion sont sombres. La moins



mauvaise est le soutien aux options diplomatiques qui existent encore. »

Et nous devrions également essayer de trouver les moyens d'aider une catégorie de victimes beaucoup plus large encore : l'ensemble de la vie sur Terre. Cette catastrophe a lieu au moment où toutes les grandes puissances, et même chacun d'entre nous, doivent travailler de concert pour contrôler ce grand fléau qu'est la destruction de l'environnement. Il a déjà fait payer un lourd tribut : le bilan sera bien pire si des efforts importants ne sont pas rapidement entrepris. Pour que chacun en comprenne l'évidence, le GIEC vient de publier [*quatre jours après l'invasion russe, ndlr*] la dernière et de loin la plus inquiétante de ses évaluations régulières sur la façon dont nous nous dirigeons vers la catastrophe. Mais, pendant ce temps, les actions nécessaires sont bloquées, voire inversées. Des ressources dont nous avons cruellement besoin sont consacrées à la destruction et le monde s'apprête à développer l'utilisation des combustibles fossiles, y compris le plus dangereux et le plus abondant d'entre eux, le charbon. Une conjoncture plus grotesque ne pourrait guère être imaginée par un démon maléfique. On ne peut l'ignorer. Chaque instant compte.

L'invasion russe constitue une violation manifeste de l'article 2(4) de la Charte des Nations Unies, qui interdit la menace ou l'usage de la force contre l'intégrité territoriale d'un autre État. Pourtant, Poutine a cherché à offrir des justifications juridiques à l'invasion lors de son discours du 24 février. La Russie cite le Kosovo, l'Irak, la Libye et la Syrie comme preuves que les États-Unis et leurs alliés violent le droit international de manière répétée. Pouvez-vous commenter ses justifications et le statut du droit international dans l'ère de l'après-guerre froide ?

Il n'y a rien à dire sur la tentative de Poutine d'offrir une justification légale à son agression, sinon qu'elle ne vaut rien. Il est vrai, bien sûr, que les États-Unis et leurs alliés violent le droit international sans sourciller, mais cela n'apporte pas la moindre justification aux crimes de Poutine. Le Kosovo, l'Irak et la Libye ont toutefois eu des répercussions directes sur le conflit en Ukraine. L'invasion de l'Irak était un exemple typique des crimes pour lesquels les nazis ont été pendus à Nuremberg, à savoir une agression pure et simple, sans provocation. Et un coup de poing dans la figure de la Russie. Dans le cas du Kosovo, l'agression de l'OTAN (c'est-à-dire l'agression des États-Unis) a été déclarée « *illégale mais justifiée* » (par exemple, par la [Commission internationale sur le Kosovo](#) présidée par [Richard Goldstone](#)) au motif que le bombardement avait été entrepris pour mettre fin à des atrocités en cours. Ce jugement

a nécessité une inversion de la chronologie. Les preuves sont accablantes quant au fait que le déluge d'atrocités a été la conséquence de l'invasion : prévisible, prédite, anticipée. En outre, des options diplomatiques étaient disponibles. Mais, comme d'habitude, elles ont été ignorées au profit de la violence. De hauts responsables américains confirment que c'est principalement le bombardement de la Serbie, alliée de la Russie — et sans même l'en informer à l'avance —, qui a renversé les efforts de la Russie pour collaborer avec les États-Unis à la construction, d'une manière ou d'une autre, d'un ordre sécuritaire européen post-guerre froide. Un renversement accéléré par l'invasion de l'Irak et le bombardement de la Libye, après que la Russie a accepté de ne pas opposer son veto à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies que l'OTAN a immédiatement violée. Les événements ont des conséquences ; les faits peuvent toutefois être dissimulés au sein d'un système doctrinal.



[Forces russes dans la région de Moscou, novembre 2021 | Gavriil Grigorov | Getty Images]

Le statut du droit international n'a pas changé dans la période de l'après-guerre froide, même en paroles, et encore moins en actes. Le président Clinton a clairement indiqué que les États-Unis n'avaient pas l'intention de s'y conformer. La doctrine Clinton déclarait que les États-Unis se réservaient le droit d'agir « *unilatéralement si nécessaire* », y compris par « *l'utilisation unilatérale de la puissance militaire* » afin de défendre des intérêts vitaux, tels que « *garantir un accès sans entrave aux marchés clés, aux approvisionnements énergétiques et aux ressources stratégiques* ». Ses successeurs



aussi, et tous ceux qui peuvent violer la loi en toute impunité. Cela ne veut pas dire que le droit international est sans valeur. Il a un champ d'application et constitue une norme utile à certains égards.

L'objectif de l'invasion russe semble être de renverser le gouvernement Zelensky et d'installer à sa place un gouvernement pro-russe. Cependant, quoi qu'il advienne, l'Ukraine sera confrontée à un avenir redoutable du fait de sa décision de devenir un pion dans les jeux géostratégiques de Washington. Dans ce contexte, quelle est la probabilité que les sanctions économiques amènent la Russie à modifier sa position à l'égard de l'Ukraine — ou bien les sanctions économiques visent-elles quelque chose de plus important, comme l'affaiblissement du contrôle de Poutine à l'intérieur de la Russie et des liens avec des pays comme Cuba, le Venezuela et peut-être même la Chine ?

« La confrontation signifie un arrêt de mort pour l'espèce humaine. Sans vainqueur. Nous sommes à un point crucial de l'histoire de l'humanité. On ne peut pas le nier. On ne peut l'ignorer. »

L'Ukraine n'a peut-être pas fait les choix les plus judicieux, mais elle n'avait pour elle rien de comparable aux options dont disposaient les États impériaux. Je suppose que les sanctions vont conduire la Russie à une dépendance encore plus grande vis-à-vis de la Chine. À moins d'un changement de cap important, la Russie est un État pétrolier kleptocratique qui dépend d'une ressource qui se doit de décliner fortement, sinon nous sommes tous finis. Il n'est pas certain que son système financier puisse résister à une attaque brutale, par le biais de sanctions ou d'autres moyens. Raison de plus pour offrir une porte de sortie à contre-cœur.

Les gouvernements occidentaux, les principaux partis d'opposition — y compris le Parti travailliste au Royaume-Uni — et les grands médias se sont lancés dans une campagne antirusse chauvine. Parmi les cibles figurent non seulement les oligarques russes, mais aussi des musiciens, des chefs d'orchestre et des chanteurs. Et même des propriétaires de clubs de football, tels que Roman Abramovich du Chelsea FC. La Russie a même été bannie de l'Eurovision 2022. C'est bien la même réaction que celle des grands médias et de la communauté internationale en général envers les États-Unis après l'invasion et la destruction de l'Irak, n'est-ce pas ?

Votre commentaire ironique est tout à fait approprié. Et nous pourrions continuer ainsi



d'une manière qui nous est que trop familière.

Pensez-vous que l'invasion va initier une nouvelle ère de confrontation durable entre la Russie (et éventuellement en alliance avec la Chine) et l'Occident ?

Il est difficile de dire où les cendres tomberont. Et cela pourrait s'avérer ne pas être une métaphore. Jusqu'à présent, la Chine joue la carte du calme et tentera probablement de poursuivre son vaste programme d'intégration économique d'une grande partie du monde au sein de son système mondial en expansion — intégrant il y a quelques semaines l'Argentine dans l'initiative « [Belt and Road](#) » —, tout en regardant ses rivaux se détruire. Comme nous l'avons déjà évoqué, la confrontation signifie un arrêt de mort pour l'espèce humaine. Sans vainqueur. Nous sommes à un point crucial de l'histoire de l'humanité. On ne peut pas le nier. On ne peut l'ignorer.

Traduit de l'anglais par la rédaction de Ballast | « Noam Chomsky: US Military Escalation Against Russia Would Have No Victors », C.J. Polychroniou, Truthout, 1^{er} mars 2022
Photographie de bannière : forces russes à Rostov | Yuri Kochetkov | EPA | Shutterstock

1. Mémo de Burns à la Secrétaire d'État Condoleezza Rice, en 2008 : « *L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN est la plus vive de toutes les lignes rouges pour l'élite russe (et pas seulement Poutine). En plus de deux ans et demi de discussions avec des acteurs russes clés... je n'ai encore trouvé personne qui considère l'Ukraine dans l'OTAN comme autre chose qu'un défi direct aux intérêts russes.* » [nous traduisons] Onze ans plus tard, il ajoutait dans ses Mémoires, *The Back Channel: American Diplomacy in a Disordered World* (Oxford University Press, février 2019) : « *Là où nous avons commis une grave erreur stratégique [...], c'est que nous avons ensuite laissé l'inertie nous pousser à demander l'adhésion à l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie, malgré les profonds attachements historiques de la Russie à ces deux États et les protestations, encore plus fortes. Cela a causé des dommages indélébiles et a nourri l'appétit d'une future direction russe de se venger.* » [nous traduisons][↔]
2. Il écrivait ainsi dans son article « *A fateful error* » (*The New York Times*, 5 février 1997) : « *L'élargissement de l'OTAN serait la plus fatale erreur de la politique américaine depuis la fin de la guerre froide. On peut s'attendre à ce que cette décision attise les tendances nationalistes, antioccidentales et militaristes de l'opinion publique russe; qu'elle relance une atmosphère de guerre froide dans les relations Est-Ouest et oriente la politique étrangère russe dans une direction qui ne correspondra vraiment pas à nos souhaits.* »[↔]
3. Il déclarait notamment en 2016, lors d'une conférence organisée à Londres par *The Guardian* : « *Ces dernières années, la plupart des reproches peuvent être dirigés à l'encontre des actions que Poutine a prises. Mais, dans les premières années, je dois dire que les États-Unis méritent une grande partie du blâme. [...] Notre première action, qui nous a véritablement fait prendre une mauvaise direction, a été le commencement de l'extension de l'OTAN par l'intégration des pays d'Europe de l'Est — dont certains sont limitrophes de la Russie.* » [nous traduisons][↔]
4. Voir notamment son article « *Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault* », paru en août 2014 dans *Foreign*



Affairs.[\[↵\]](#)